



15ème législature

Question N° : 8373	De M. Bruno Bilde (Non inscrit - Pas-de-Calais)	Question écrite
Ministère interrogé > Solidarités et santé		Ministère attributaire > Santé et prévention
Rubrique > sécurité des biens et des personnes	Tête d'analyse > Décès de Naomi Musenga	Analyse > Décès de Naomi Musenga.
Question publiée au JO le : 15/05/2018 Date de changement d'attribution : 21/05/2022 Question retirée le : 21/06/2022 (fin de mandat)		

Texte de la question

M. Bruno Bilde alerte Mme la ministre des solidarités et de la santé sur les circonstances du décès de Mme Naomi Musenga, victime d'un infarctus le 27 décembre 2017 à Strasbourg. L'enregistrement de son appel passé au service d'aide médicale urgente (Samu) des hôpitaux de Strasbourg vient de révéler les profonds et dramatiques dysfonctionnements de l'accueil téléphoniques des urgences. En effet, à l'écoute des propos tenus par l'opératrice, Mme Musenga semble avoir été traitée avec un mépris indigne et une désinvolture scandaleuse. Au-delà de la responsabilité du personnel qui sera déterminée par l'enquête de l'inspection générale des affaires sociales, ce drame pose la question de la pérennité des services d'urgence à l'aune de l'évolution inquiétante du système de santé français. Ces dernières années, la politique de santé a été contaminée par la quête de la rentabilité et cette course folle aux économies déguisées en « mutualisations », « simplifications » et « restructurations ». Aujourd'hui, l'hôpital public est à bout de souffle et les services d'urgence explosent. Les exemples quotidiens démontrent qu'en matière de santé publique, on ne peut pas faire mieux avec moins. Les fermetures d'hôpitaux de proximité, les suppressions de services, la fermeture des urgences de nuit dans certains établissements, la diminution du nombre de lits, la métropolisation de la santé, mettent en péril l'accès aux soins pour bon nombre de Français. Concernant les centres d'appel 15, les mutualisations les poussent à sélectionner les urgences jugées « sérieuses » et « rentables » avec des questionnaires téléphoniques indécentes et des renvois vers le médecin de garde pour désengorger le Samu et limiter le nombre d'interventions. Il est grand temps de réformer de fond en comble le système de santé français à la dérive en arrêtant les politiques comptables qui mettent en danger la vie des Français. Il souhaiterait donc connaître ses intentions sur cette question.